



A Melun, le 18/01/2022

DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉLU·ES
SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 77 ET CGT FINANCES PUBLIQUES 77
POUR LE CTL DE LA DDFIP 77 DU 18/01/2022

Monsieur le Président,

Comme le veut la coutume en ce début d'année, notre Ministre, notre Directeur Général et vous-même, vous êtes adonnés à l'exercice des vœux. Dans ce contexte de 5^e vague de pandémie nous ne pouvons que vous rejoindre concernant le vœu d'une bonne santé pour l'ensemble des agent·es ainsi que leurs proches.

Toujours dans ce contexte, ces vœux de santé seraient d'exiger la levée des brevets des vaccins qui permettrait un accès à la vaccination au niveau mondial, l'arrêt des suppressions de lits d'hôpitaux ainsi que le renforcement du personnel hospitalier et des équipes soignantes mais aussi la fin d'une politique d'injonction, de contraintes et de stigmatisations.

Passé ce vœu, comment pourrions-nous vous rejoindre sur le reste et les différents constats dressés ?

Comme chaque année mais encore plus depuis le début de la crise, les agent·es de la DGFIP et de la DDFIP 77 ont droit aux éloges, aux remerciements, nous faisons partie « d'une administration d'élite » ! Nous le voyons bien, en deux ans de crise sanitaire, nos échanges au niveau local ne se font que par audioconférence, la DDFIP 77 n'ayant pas été en capacité de développer la visioconférence alors que nous sommes soi-disant dans l'air du tout numérique.

Dans les différents propos, il est question « d'agents indispensables, sans les agents la crise aurait été pire », ou alors « que nous avons su nous adapter face à la crise ». Que de reconnaissances envers les agent·es !

Là, nous sommes dans les mots, mais les preuves de reconnaissance doivent se matérialiser dans les faits. Or sur ce point le compte n'y est pas : Lignes Directrices de gestion qui détruisent leurs droits et garanties, suppression des CAP qui restreint leur droit à être défendus, démantèlement du réseau avec le NRP et la relocalisation, poursuite de la destruction des emplois et des missions, le recrutement accru de contractuel·les, gel des salaires...

« Nous allons continuer d'avancer, ensemble » dit le Directeur Général, oui, mais dans quelles conditions ?

Dans vos vœux, M. le Président, vous mettez en avant les mesures nationales prises durant l'année afin de prendre en compte l'engagement des agent·es.

Vous citez notamment, l'aide exceptionnelle inflation, la prime de reconnaissance du protocole du 22/10/2021, mais ce ne sont que des mesurette « one-shot ». Sans l'intervention des organisations syndicales, cette prime aurait créé encore plus de tensions et de disparité dans les services. Nous vous rappelons que dans le projet initial de la DG, l'ensemble des agent·es n'était pas concerné par cette prime.

Les agent·es ont besoin d'une réelle revalorisation de leur rémunération et cela passe par le dégel du point d'indice.

C'est pour cela que Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques s'associent à l'appel intersyndical interprofessionnel et invitons l'ensemble des agentes et agents de la DDFIP 77 à être en grève le 27 janvier pour exiger le dégel du point d'indice, son augmentation forte et immédiate ainsi que le rattrapage du manque à gagner des années antérieures.

Au niveau local, nos propos s'illustrent par deux exemples.

Le premier en lien avec l'ordre du jour de ce CTL, les ponts dits naturels que vous proposez voire imposez et demandez aux agent·es de les auto-financer avec leur propre jour de congé. À aucun moment vous proposez de financer ces jours en signe de reconnaissance locale de l'engagement des agent·es.

Nous demandons que tous les ponts naturels 2022 soient couverts par une journée d'absence exceptionnelle.

Le second concerne les journées des 24 et 31 décembre 2021, lorsque Solidaires Finances Publiques 77 vous a interpellé afin de mettre en place des facilités horaires pour les agent·es avec un départ à 15h30 SANS récupération horaire, vous avez accordé le départ anticipé AVEC récupération horaire. On ne parlait ici que de quelques heures à créditer aux agent·es

Nous vous épargnerons l'application abusive faite par la DDFiP 77 de l'ordonnance sur les congés durant le 1^{er} confinement ou bien même l'attribution de la « prime Covid », où la DDFiP 77 a estimé que seulement 28 % des agent·es la méritaient. Certes, l'enveloppe était déjà maigre avec la possibilité de ne primer que 30 % des agent·es, vous l'avez plus encore restreinte.

Localement, donc, les agent·es cherchent toujours un signe de reconnaissance de leurs engagements.

Vous oubliez également dans les mesures de reconnaissance des agent·es, qu'il·elles ont besoin du soutien de la Direction, en particulier afin de faire respecter leur droit. L'égalité homme-femme, ce n'est pas seulement la communication sur Ulysse 77 lors de la journée internationale des violences faites aux femmes mais c'est aussi des faits. Que propose la DDFiP 77 en termes de formation sur le sujet des violences sexuelles et sexistes sur le lieu de travail au niveau des publics prioritaires dont font partie les encadrant·es ?

Les différents discours ne sont pas sans rappeler un célèbre titre des années 70 « Paroles, Paroles ».

Et nous sommes bien las des maux, encore des maux, toujours les mêmes maux : les suppressions d'emplois. Jusqu'où cela ira-t-il ?

Le Directeur Général déclare que les agent·es sont indispensables et il supprime de nouveau 1506 emplois en 2022 alors que nous traversons une crise sanitaire sans précédent depuis 2 ans. Heureusement que les mots sont choisis, nous ne préférons pas nous imaginer le contraire... Crise sanitaire pendant laquelle ils ont témoigné de leur investissement et de leur conscience professionnelle sans faille. Mais voilà, ces bons vœux, ces éloges ou remerciements sont de la poudre aux yeux ! Le démantèlement de la DGFIP, lui, ne l'est pas : Nouveau réseau, démétropolisation ou relocalisation, suppressions d'emplois TOUT DOIT DISPARAÎTRE !

Et pour la DDFiP 77, ce ne seront ni caramels, ni bonbons, ni chocolats, mais bien 44 nouvelles suppressions d'emplois que vous allez entériner ce jour dont 12 dans le cadre de la relocalisation des services.

Ces 44 suppressions d'emploi viennent s'ajouter aux 672 déjà subies en 20 ans ! 44 emplois rayés des effectifs comme ces résidences de Seine et Marne qui ont été rayées de la carte de la DDFiP 77.

Car le démantèlement de nos services avec le Nouveau Réseau de proxi...non d'Éloignement se poursuit depuis le 01 janvier 2021. Outre la fermeture :

- notamment des trésoreries de proximité de la Ferté sous Jouarre, de Bussy-Saint-Georges, de Marne-la-Vallée, de Roissy-en-Brie, de Magny-le-Hongre, de Nangis et de Claye-Souilly
- d'autres services ont suivi, les SIP de Fontainebleau, de Nemours, de Chelles, de Sénart et de Roissy
- ainsi que les SIE de Provins, de Fontainebleau, de Chelles et de Sénart

Ces services ont été fermés pour la mise en place de services fusionnés qui à peine créés, sont déjà amputés d'un ou de plusieurs emplois !

Où est le souci de garantir un service public de qualité lorsque l'on ne cesse de diminuer les moyens humains et que l'on s'attaque aux structures qui le composent.

Nous n'avons pas cessé de le dire, ces restructurations et suppressions ont un impact néfaste sur le service public.

Elles se traduisent par :

- moins de présence territoriale, avec la fermeture des Centres des Finances Publiques de pleine compétence
- moins de service public puisque moins d'accueil du public, nos services de pleine compétence étant de moins en moins fréquemment ouverts, suppression de l'encaissement en numéraire...
- des lignes téléphoniques saturées en raison justement de la fermeture des guichets et du manque d'effectifs, applications informatiques souvent défectueuses, etc ...
- une prise en compte des publics fragiles détériorée par un recours au « tout numérique »
- moins de lutte contre la fraude fiscale, et donc, par ricochet, des impôts supplémentaires qui se reportent sur l'ensemble de la population. Moins de rentrées fiscales, cela signifie aussi moins d'hôpitaux, moins d'écoles, des routes moins bien entretenues...

Aujourd'hui si le service public continue de fonctionner et que vous vous félicitez que « notre réseau est parvenu à maintenir son action au service des publics et tout particulièrement en matière d'accueil », c'est bien grâce aux agent·es de la DDFiP 77, à leur conscience professionnelle, leur investissement et leur adaptation aux évolutions souvent destructrices de notre administration.

Nous entendons bien que ces suppressions ont pour but de réduire la baisse de la dépense publique, mais à quel moment le sujet sera celui de l'augmentation des recettes ? Quand la chasse à la fraude fiscale estimée entre 80 et 120 milliards d'euros sera-t-elle un véritable objectif ?

Ce n'est pas avec l'intelligence artificielle et autres algorithmes que cette fraude va cesser. Il faut des moyens matériels ET humains.

Pour Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77, les suppressions d'emplois à l'ordre du jour de ce CTL sonnent comme une véritable provocation et sont indignes au regard des attentes et des droits des citoyen·nes. Elles sont aussi indignes au regard de l'engagement et de la conscience professionnelle des agent·es dont les conditions de travail vont continuer de se détériorer.

Localement, une réelle reconnaissance de l'engagement des agent·es ne peut se traduire que par l'arrêt de la destruction de notre réseau de proximité (NRP et démétropolisation), par la réimplantation des services de pleine compétence, par l'abandon immédiat de ces 44 suppressions d'emplois et par la réimplantation des emplois supprimés.

M. Le Président, avec tout le respect que nous vous portons, nous quitterons cette séance sans claquement de porte ou autre geste d'humeur et vous laisserons mener ce CTL sans notre participation. Nous refusons de participer à ce simulacre de dialogue social et vous laissons donc assumer quels sont, selon vous, les services plus ou moins « méritants » afin de se voir supprimer des effectifs.